



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 13 avril 2026

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Croissance : la Chine enregistre une croissance du PIB de 5,0 % en g.a. pour le T1 2026

FMI : abaissement de la prévision de croissance chinoise à 4,4 % pour 2026

Banque et finance [\(ici\)](#)

Flux de capitaux : nouvelles mesures contraignant les sorties de capitaux des résidents chinois

Shadow banking : liquidation de Zhongzhi, ancien géant chinois du shadow banking

Échange et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-Espagne : visite du Premier ministre Pedro SÁNCHEZ en Chine

Politique commerciale : publication d'un règlement contre l'application abusive de la compétence extraterritoriale des États étrangers

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : repli des ventes au premier trimestre

Economie numérique : la CAC publie une réglementation pour protéger les mineurs sur les plateformes en ligne

Intelligence artificielle : MiniMax publie un modèle avec une licence plus restrictive

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Énergie : accélération des investissements dans les réseaux électriques chinois au T1 2026

Energie : exportations record de systèmes de stockage d'énergie et encadrement sectoriel

Energie : publication des données de production énergétique au T1 2026 en Chine

Pôles : réunion du mécanisme scientifique de l'accord sur l'Arctique tenue en Chine

Agriculture et agro-alimentaire [\(ici\)](#)

La Chine et l'Ukraine signent un protocole sur l'export de farine de blé ukrainienne

Des foyers de fièvre aphteuse proche de la frontière russe

Actualités locales [\(ici\)](#)

Shanghai : reprise des transactions sur le marché immobilier « secondaire »

Shanghai : vers des investissements publics plus qualitatifs et stratégiques

Zhejiang : partenaire de Stellantis, Leapmotor accélère à l'international

Hong Kong et Macao

Hong Kong [\(ici\)](#)

Marché des capitaux : Hong Kong renforce son rôle dans les prêts et obligations en RMB

Secteur du transport : subventions sur le diesel et réductions de péages pour alléger le coût du carburant

Guerre au Moyen-Orient : les tensions géopolitiques pourraient stimuler la demande de bureaux

Commerce extérieur : Hong Kong se classe au 5e rang mondial pour le commerce de marchandises en 2025

Attractivité : le nouveau programme d'investissement a attiré 3 300 candidatures

Economie numérique : Hong Kong et la Chine continentale signent un protocole d'accord

Cryptoactifs : Hong Kong attribue les premières licences de stablecoins à HSBC et au Standard Chartered

Entreprise : Otis acquiert une participation majoritaire dans WeMaintain

Sécurité nationale : les clauses obligatoires s'étendent à toutes les licences de restauration

Fonction publique : suppression de 10 000 postes d'ici à mi-2027

Taiwan [\(ici\)](#)

Semi-conducteurs : au T1 2026, TSMC enregistre une hausse importante de 41 %

Conflit au Moyen-Orient : le ministère de l'Economie annonce avoir sécurisé ses approvisionnements en gaz jusqu'au mois de juin

Chine continentale

Conjoncture

Croissance : la Chine enregistre une croissance du PIB de 5,0 % en g.a. pour le T1 2026

Le Bureau National des Statistiques (NBS) a [publié](#) cette semaine les chiffres d'activité et du PIB pour le T1 2026. La croissance du PIB est de 5,0 % en glissement annuel, après 4,5 % au T4 2025. La croissance économique au T1 est conforme à l'objectif de croissance annuel fixé par les autorités. En glissement trimestriel, il croît de +1,3 % contre +1,2 % au T4. Les contributions à la croissance n'ont pas encore été publiées.

Dans le détail, le secteur primaire ralentit à +3,8 % en g.a. (-0,4 p.p par rapport au T4), tandis que le secteur secondaire progresse à +4,9 % (+1,5 p.p.). La production industrielle apparaît particulièrement dynamique avec une progression de +5,7 % pour le trimestre, dont +6,0 % pour l'industrie manufacturière. De son côté, la croissance du secteur tertiaire se maintient à +5,2 %.

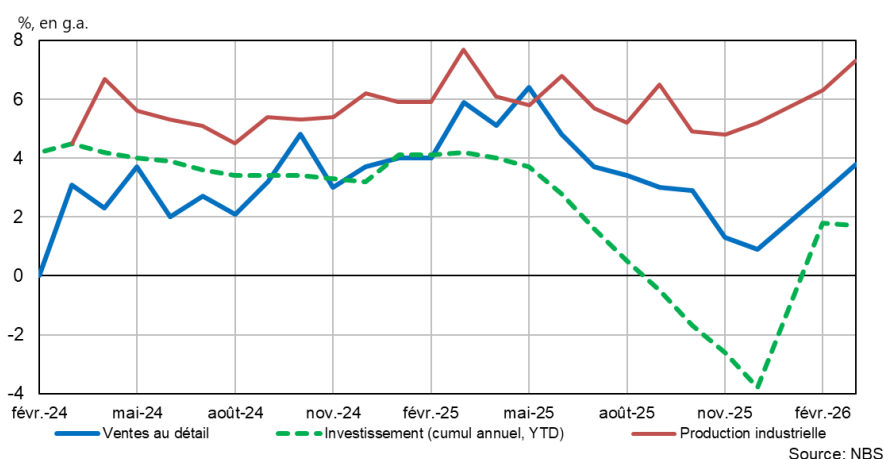
La progression des ventes au détail stagne à +1,7 % en g.a., tandis que les investissements repartent à la hausse avec une croissance de +1,7% en g.a. sur le trimestre, et de +4,8 % en excluant le secteur immobilier. Ils sont principalement portés par les investissements en infrastructures (+8,9 %) et par l'industrie manufacturière (+4,1 %).

Le [secteur immobilier](#) reste le facteur principal de la faible croissance des investissements. Les investissements immobiliers continuent de se contracter à -11,7 % en g.a. sur le trimestre. Les ventes de logements neufs continuent également de diminuer (-13,1 % sur la période), tout comme les prix. Les fonds dont disposent les promoteurs se contractent également de -17,3 % en g.a depuis le début de l'année.

Les dépenses de consommation par habitant progressent de +2,6 % en g.a. sur le trimestre en réel (+3,6 % en nominal) tandis que le revenu disponible croît de +4,0 % en en g.a. sur le trimestre en réel (+4,9 % en nominal).

S'agissant du commerce extérieur, le surplus commercial se contracte à 51 Mds USD en mars (après 123 Mds en janvier) : les exportations restent dynamiques (+15 % en g.a.) tandis que les importations repartent à la hausse (+19 % en g.a.).

Principaux indicateurs mensuels de conjoncture



FMI : abaissement de la prévision de la croissance chinoise à 4,4 % pour 2026

Dans son [World Economic Outlook](#), le FMI a abaissé sa prévision de croissance pour la Chine à +4,4 % pour 2026 (-0,2 p.p. avec la prévision de janvier) et garde sa prévision inchangée à +4,0 % pour 2027. Le Fonds cite comme principal facteur baissier la guerre en Iran et la montée des prix du pétrole qui en résulte (scénario central à 100 USD le baril).

La croissance chinoise reste néanmoins bien au-dessus de la prévision de croissance pour l'économie mondiale (+2,5 %, -0,9 p.p.). Le Fonds a également rabaisé sa prévision de croissance pour les Etats-Unis et la zone euro (de respectivement -0,1 p.p. et -0,2 p.p.).

Retour au sommaire [ici](#)

Banque et Finance

Flux de capitaux : nouvelles mesures contraignant les sorties de capitaux des résidents chinois

De [nouvelles mesures](#) visant à mieux contrôler les sorties de capitaux sont entrées en vigueur. Ces mesures visent à compléter la loi sur la lutte contre le blanchiment d'argent, révisée en 2025. Ces nouvelles mesures renforcent les contrôles réglementaires effectués par les banques sur les fonds envoyés par les résidents chinois :

- Les contrôles biométriques sont désormais systématiques pour valider les transferts de fonds à l'étranger.
- Le seuil à partir duquel des mesures de contrôle supplémentaires doivent être effectuées par les banques est abaissé à 5 000 RMB (620 EUR).
- Les clients souhaitant transférer des fonds à l'étranger doivent compléter un formulaire plus détaillé.
- Les banques doivent désormais conserver le registre des transactions durant 10 ans.
- Renforcement des outils informatiques afin de mieux tracer les transferts vers un seul et même compte à l'étranger par plusieurs particuliers différents.

Shadow Banking : liquidation de *Zhongzhi*, ancien géant du shadow banking chinois

Le 13 avril, la cour populaire de Pékin a ordonné la liquidation judiciaire du groupe *Zhongzhi*, l'un des principaux acteurs chinois de « shadow banking ». Cette entreprise était très impliquée dans le financement des promoteurs immobiliers chinois, particulièrement après la mise en place des politiques gouvernementales des « trois lignes rouges », restreignant l'accès au crédit des promoteurs immobiliers. *Zhongzhi* fournissait des services de crédit similaires aux banques, en se finançant par des placements de déposants aisés.

A la suite de la crise immobilière, *Zhongzhi* s'est retrouvé en situation d'insolvabilité dès 2023 en raison de ses actifs exposés au secteur immobilier, avec une dette estimée à plus de 64 Mds USD. En 2024, la société s'est mise en situation de faillite.

Retour au sommaire [ici](#)

Échanges et politique commerciale

Relations Chine-Espagne : visite du Premier ministre Pedro SÁNCHEZ en Chine

Le Premier ministre espagnol Pedro SÁNCHEZ s'est [rendu](#) en Chine du 13 au 15 avril 2026, pour sa quatrième visite en quatre ans. Reçu à Pékin par le président XI Jinping et le Premier ministre LI Qiang, il a participé à plusieurs séquences politiques et économiques de haut niveau.

La visite a [donné](#) lieu à la signature de 19 accords bilatéraux, couvrant notamment les domaines économique, agricole, scientifique et technologique, ainsi qu'à la mise en place d'un mécanisme de dialogue stratégique visant à structurer les échanges bilatéraux.

Sur le plan commercial, plusieurs avancées ont été annoncées :

- Élargissement de l'accès au marché chinois pour certains produits agroalimentaires espagnols (pistaches, figues séchées, produits porcins, etc.) ;
- Volonté conjointe de rééquilibrer la relation commerciale bilatérale, marquée par un déficit espagnol dépassant 40 Mds EUR ;
- Renforcement de la coopération en matière d'investissements, notamment dans les infrastructures, les transports durables et les technologies vertes.

Le 15 avril, le ministre chinois du Commerce WANG Wentao, et le ministre espagnol de l'Économie, du Commerce et des Entreprises ont [présidé](#) conjointement à Pékin une rencontre entre entreprises innovantes chinoises et espagnoles, à laquelle le Premier ministre espagnol a également assisté. Lors de cet évènement, les deux parties ont encouragé leurs entreprises à renforcer leur coopération en matière d'innovation technologique et des chaînes d'approvisionnement. Plus d'une centaine de représentants des milieux d'affaires chinois et espagnols ont participé à cette rencontre.

Politique commerciale : publication d'un règlement contre l'application abusive de la compétence extraterritoriale des États étrangers

Le 13 avril 2026, le Conseil des affaires d'État chinois a [publié](#) un règlement contre l'application abusive de la compétence extraterritoriale des États étrangers, entrant en vigueur immédiatement.

Ce texte vise à « préserver la souveraineté, la sécurité et les intérêts de développement de la Chine, ainsi qu'à protéger les droits légitimes des citoyens et organisations chinois » contre les mesures extraterritoriales jugées abusives et imposées par des juridictions étrangères.

Le règlement met en place un mécanisme de travail interministériel intégrant entre autres :

- Une étape d'identification et de désignation des mesures extraterritoriales abusives ;
- L'interdiction pour toute organisation ou individus de mettre en œuvre ou de contribuer à la mise en œuvre des mesures désignées ;
- La possibilité pour les autorités chinoises d'adresser des « ordres d'interdiction » à des organisations et individus contribuant à leur mise en œuvre ;
- La possibilité pour les autorités chinoises d'inscrire sur une « liste d'entités malveillantes » les organisations et individus étrangers contribuant à leur mise en œuvre, et pouvant, à ce titre, faire l'objet de restrictions de transactions, d'accès aux marchés chinois, d'accès aux données, de mouvement sur le territoire chinois, de gel d'actifs etc. ;
- Les citoyens et organisations chinois s'estimant lésés par de telles mesures abusives pourront engager des poursuites devant les tribunaux chinois et éventuellement obtenir réparation.

La publication du présent règlement survient une semaine après la publication du règlement sur la sécurité des chaînes industrielles et d'approvisionnement par le Conseil des affaires d'État.

Retour au sommaire [ici](#)

Industrie et numérique

Automobile : repli des ventes au premier trimestre

D'après les données publiées par l'Association chinoise des constructeurs automobiles ([CAAM](#)) et l'Association chinoise des voitures particulières ([CPCA](#)), les ventes de véhicules en Chine ont reculé de -5,6 % en glissement annuel au premier trimestre 2026, s'établissant à 7,05 M. d'unités. La production a, quant à elle, diminué de -6,9 %, pour atteindre 7,04 M. d'unités. Les ventes de véhicules à énergie nouvelle (VEN) ont également enregistré un repli de -3,7 %, avec 2,96 M. d'unités écoulées.

Selon XU Changming, économiste en chef du Centre national d'information (SIC, un think tank dépendant de la Commission nationale du développement et de la réforme – NDRC), cette baisse s'[explique](#) principalement par l'attentisme des consommateurs, qui reportent leurs achats dans l'espoir de bénéficier de baisses de prix plus importantes et de l'entrée en vigueur des nouvelles subventions locales pour les véhicules électriques. XU Changming souligne par ailleurs que les nouvelles aides locales sont désormais conditionnées au prix des véhicules, ce qui limite la demande pour les modèles d'entrée de gamme.

Pour rappel, depuis septembre 2014, le gouvernement chinois a mis en place une exonération complète de taxe pour l'achat de véhicules à énergie nouvelle (les voitures thermiques subissent une taxe à l'achat de 10 %). Cette exonération s'applique aux véhicules produits domestiquement ainsi qu'aux voitures importées. L'exonération a été renouvelée en 2017, 2020 et en 2022 dans un contexte de soutien post-COVID.

[En juin 2023](#), les autorités centrales (MOF, STA, MIIT) avaient annoncé de nouvelles dispositions pour la période janvier 2023-décembre 2027 et notamment une réduction de cette aide à l'achat dès janvier 2026.

Economie numérique : la CAC publie une réglementation pour protéger les mineurs sur les plateformes en ligne

Le 13 avril, le régulateur chinois du cyberspace (CAC) a [publié](#) de nouvelles règles encadrant les dons en direct (*tipping*) sur les plateformes de diffusion en direct de vidéo (*live streaming*).

Ces règles visent à limiter les dépenses impulsives, protéger les mineurs et interdire les pratiques manipulatoires.

Elles instaurent un système de restrictions par âge :

- Interdiction totale pour les moins de 8 ans ;
- Autorisation sous accord parental pour les 8-16 ans ;

- Autorisation sous accord parental ou justificatif de revenus pour les 16-18 ans.

Les plateformes ne pourront plus utiliser de techniques incitatives, comme les remises d'argent (*cashback*), pour encourager les dons. Ces mesures s'inscrivent dans une volonté de mieux réguler les plateformes en ligne, notamment pour protéger les mineurs ([voir Brèves du SER de Pékin – semaine du 23 juin 2025](#)).

Intelligence artificielle : MiniMax publie un modèle avec une licence plus restrictive

Le 12 avril, MiniMax a [publié](#) en open source son modèle M2.7, avec une licence restrictive, interdisant toute utilisation commerciale sans autorisation. Jusqu'ici, les modèles chinois étaient souvent sous licences permissives.

MiniMax justifie ce choix par des mauvaises utilisations commerciales passées, mais des désaccords internes existent. La raison principale semble économique: former des modèles coûte cher, et les laboratoires chinois veulent mieux contrôler la monétisation de leurs travaux.

Ce choix laisse présager une [tendance à s'éloigner de l'open-source pour des raisons économiques](#), malgré un appel à renforcer l'écosystème de l'open-source inscrit dans le 15^{ème} plan quinquennal.

Retour au sommaire [ici](#)

Développement durable, énergie et transports

Energie : accélération des investissements dans les réseaux électriques chinois au T1 2026

Au premier trimestre 2026, les [investissements](#) dans les réseaux électriques en Chine ont atteint 20,8 Mds EUR, portés par les deux principaux opérateurs du pays, *State Grid* (16 Mds EUR, +37 %) et *China Southern Power Grid* (4,8 Mds EUR, +50 %). [Selon](#) *State Grid*, les investissements consacrés au raccordement des énergies renouvelables au réseau ont progressé de plus de 50 % en glissement annuel. Ces efforts visent à garantir l'intégration rapide de l'électricité issue de grands projets éoliens et solaires, afin d'en assurer l'absorption effective par le réseau. Cette tendance s'inscrit dans la continuité de l'annonce faite par *State Grid* en début d'année, prévoyant des investissements à hauteur de 480 Mds EUR d'ici 2030 ([Brèves SER de Pékin du 26 janvier 2026](#)).

Energie : exportations record de systèmes de stockage d'énergie et encadrement sectoriel

Les commandes à l'export de systèmes de stockage d'énergie des entreprises chinoises ont atteint 366 GWh en 2025 (+144 %). La croissance [se poursuit](#) début 2026, avec +130 % pour les systèmes à grande échelle et +65 % pour le résidentiel. Plus de 70 entreprises chinoises ont obtenu des commandes dans plus de 60 pays, notamment en Europe, en Australie, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient. Les autorités ont parallèlement [réuni](#) 16 fabricants de batteries afin d'encadrer le secteur et de limiter les pratiques de concurrence involutive, dans le but de prévenir la guerre des prix, jugées préjudiciables à la viabilité à long terme des entreprises.

Energie : publication des données de production énergétique au T1 2026 en Chine

Le Bureau national des statistiques (NBS) a [publié](#) les données de production énergétique du premier trimestre 2026. La production de charbon est restée stable à 1,2 Md t (+0,1 % en g.a.). La production de pétrole brut a atteint 54,8 Mt (+1,3 %), avec un volume de raffinage élevé à 184,3 Mt (+1,1 %). La production de gaz naturel a enregistré une croissance plus soutenue, à 68,1 Mds de m³ (+3,0 %).

Pôles : réunion en Chine du mécanisme scientifique de l'accord sur l'Arctique

La [4^e réunion](#) du mécanisme de coordination scientifique (SCG) de l'Accord visant à prévenir la pêche non réglementée en haute mer dans l'océan Arctique central (APOAC) s'est tenue du 24 au 27 mars 2026 à Hangzhou. Il s'agit de la première organisation de cette réunion par la Chine. Entré en vigueur le 25 juin 2021, ce traité international contraignant impose un moratoire de 16 ans sur la pêche commerciale dans la partie centrale de l'Arctique. Il réunit dix parties membres, notamment l'Union européenne et la Chine.

Retour au sommaire [ici](#)

Agriculture et agro-alimentaire

La Chine et l'Ukraine signent un protocole sur l'export de farine de blé ukrainienne

Le lundi 6 avril a eu lieu une rencontre entre Ma Shengkun, ambassadeur de Chine en Ukraine, Iryna Ovcharenko, ministre députée de l'économie, l'environnement et l'agriculture d'Ukraine et Serhii Tkachuk, chef de l'agence gouvernementale ukrainienne sur la sécurité alimentaire et la protection des consommateurs. [Le protocole sur l'inspection, la quarantaine et les attentes sanitaires pour la farine de blé ukrainienne exportée en Chine y aurait été signé.](#)

Selon un communiqué de l'ambassade de Chine en Ukraine, l'ambassadeur Ma a souligné la complémentarité et le potentiel de la coopération commerciale agricole entre les deux pays. Ce protocole est présenté comme un moyen de poursuivre l'expansion de la coopération bilatérale entre les deux partis et d'enrichir le contenu stratégique de leur partenariat.

Mme Ovcharenko, pour sa part, a rappelé que la Chine est une destination importante pour les produits agricoles ukrainiens et son plus grand partenaire commercial. Elle a exprimé sa confiance en la capacité de ce protocole à créer un nouveau lieu de croissance du commerce agricole entre la Chine et l'Ukraine.

Le volume des exportations agricoles de l'Ukraine représente 56% des exportations totales du pays, [pour une valeur de 22,6Mds de dollars](#). La Chine reste son marché principal, [avec 1.25 Mds de dollars d'exportations agricoles en 2024](#). En juillet 2025, les exportations de céréales de l'Ukraine vers la Chine avaient connu une augmentation sans précédent [avec 770 000 tonnes importées](#). La balance commerciale agricole reste largement en faveur de l'Ukraine, qui exporterait vers la Chine plus de 5 fois plus qu'elle n'importerait en valeur.

Des foyers de fièvre aphteuse proche de la frontière russe

La région du Xinjiang, au Nord-Est de la Chine, a déclaré quelques cas de fièvre aphteuse début avril, entraînant un durcissement des contrôles douaniers et des abattages. Cet événement arrive après des mois d'abattages de masse en Russie et des inquiétudes, côté chinois, que l'infection ne traverse la frontière. Le Xinjiang présente notamment une frontière étroite avec la région de l'Altaï en Russie.

Selon un communiqué du MARA (*Ministry of Agriculture and Rural Affairs*), [229 bovins auraient été testés positifs sur les deux cheptels de 6229 testés](#). Les mesures prises en conséquence incluent de l'abattage et de la désinfection à la fois dans le Xinjiang et dans le Gansu, une province voisine.

Un renforcement des patrouilles vient en complément, notamment dans l'optique d'empêcher l'entrée de la maladie via le trafic ou le transport illégal de bovins. Dans la presse, il est évoqué une progression rapide de la maladie qui affecterait désormais 12 provinces dont la Mongolie intérieure, connue pour la forte concentration du cheptel bovin (1^{ère} production nationale de lait et de viande de bœuf).

A ce stade, côté chinois, aucun vaccin ne permet pour le moment de lutter contre la souche détectée, SAT (South African Territories), qui serait entrée en Chine pour la première fois et dont le taux de mortalité chez les jeunes bovins est de plus de 50%. Les vaccins disponibles permettent, eux, de lutter contre les sérotypes A et O, qui sont bien plus communs en Chine. Selon la base de données de la China's National Veterinary Drug, deux vaccins, produits par Zhongnong Weite Biotechnology, ciblant cette nouvelle souche auraient reçu une autorisation vétérinaire d'urgence mercredi. Les doses pourraient entrer sur le marché d'ici un mois.

Retour au sommaire [ici](#)

Actualités locales

Shanghai : reprise des transactions sur le marché immobilier « secondaire »

Le marché immobilier « secondaire » (occasion) de Shanghai a vu le nombre de transactions [rebondir](#) depuis mars. Sur les 11 premiers jours d'avril, 9 037 transactions ont été réalisées, soit plus de 2 000 qu'à la même période en 2025. 31 000 transactions sur le marché secondaire ont été enregistrées en mars, soit la meilleure performance depuis 5 ans. Ce rebond a d'abord concerné les logements les moins onéreux, acquis par des primo-acheteurs mais, depuis quelques semaines, certains logements plus haut de gamme (1,1 M. EUR) seraient aussi concernés. Cette embellie, encore fragile, reste néanmoins encore localisée : selon Fitch, les ventes d'immobilier neuf devraient continuer à baisser en valeur sur l'année 2026 sur l'ensemble du territoire chinois.

Shanghai : vers des investissements publics plus qualitatifs et stratégiques

Le 7 avril 2026, la SASAC de Shanghai a publié de [nouvelles orientations](#) en matière d'investissements publics. Celles-ci visent notamment à mieux ajuster sa politique aux impératifs du 15^{ème} plan quinquennal, qui appellent à « investir tôt, investir petit, investir à long terme ». Il est notamment prévu d'orienter de manière prioritaire les investissements vers les secteurs mis en exergue par la politique industrielle de la ville (« 2+3+6+6 »), cependant que les entreprises sous la tutelle de la SASAC seront incitées à mettre en place leurs propres fonds d'investissements (dont des « fonds secondaires » ou « S fund ») et de capital-risque (en particulier pour les entreprises « leaders » de chaînes d'approvisionnement). La gestion des investissements est également appelée à davantage suivre les règles du marché (certains actifs pourront être exemptés d'une qualification en tant qu'actif d'Etat) et à être professionnalisée.

Zhejiang : partenaire de Stellantis, Leapmotor accélère à l'international

Fondée en 2015 à Hangzhou et partenaire de Stellantis (qui possède 21 % du capital de la société et 51% de la co-entreprise dédiée aux ventes à l'international), Leapmotor a [augmenté de 50%](#) ses objectifs de vente à l'étranger pour 2026. Ces dernières pourraient atteindre 150 000 unités, sur un total de 1 M. véhicules (+40 %). Par ailleurs, alors que l'entreprise a officialisé l'ouverture d'un nouveau centre de R&D à Munich, en Allemagne au mois de février, [Bloomberg](#) rapporte que Leap Motors pourrait prochainement utiliser l'usine de Stellantis à Toronto pour assembler ses

véhicules et s'ouvrir les portes du marché nord-américain. Pour rappel, la startup de Hangzhou dont les modèles coûtent la moitié du prix d'une Tesla a écoulé 67 000 véhicules à l'étranger en 2025.

Retour au sommaire [ici](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Marché des capitaux : Hong Kong renforce son rôle dans les prêts et obligations en RMB

Selon une enquête de [Standard Chartered](#), menée auprès de 300 entreprises mondiales dans 19 secteurs, 24 % des sociétés exposées au RMB envisagent d'accroître leur financement dans cette devise au cours des 3 prochaines années. Ce mouvement s'appuie repose sur l'accès à une source de financement en RMB stable et relativement peu coûteuse, rendue possible par la RMB Business Facility (RBF) mise en place par la HKMA. Mise en place en février 2025 avec un quota initial de 100 Mds RMB ouvert à 40 banques, cette facilité a été doublée à 200 Mds RMB (29,3 Mds USD) en février 2026.

Standard Chartered a utilisé ce dispositif pour accorder à Hong Kong et à Singapour des prêts à court terme en RMB, avec des taux d'intérêt basés sur le taux interbancaire offert de Shanghai (SHIBOR), soit 200 points de base de moins que le taux de la Réserve fédérale américaine.

Les tensions géopolitiques poussent également les entreprises internationales à émettre des obligations en RMB ou à emprunter dans cette devise afin de réduire leur dépendance au USD et bénéficier de financements attractifs. Les émissions de *dimsum bonds* sont ainsi passées d'environ 300 Mds RMB en 2021 à 850 Mds RMB en 2024, et pourraient atteindre entre 900 Mds et 1 000 Mds RMB en 2025. JD.com, géant chinois du commerce électronique, a récemment émis à Hong Kong des obligations *offshore* en deux tranches : 7,5 Mds RMB à 2,05 % à échéance 2031, et 2,5 Mds RMB à 2,75 % à échéance 2036.

Secteur du transport : subventions sur le diesel et réductions de péages pour alléger le coût du carburant

Le gouvernement hongkongais a annoncé le 9 avril plusieurs [mesures](#) temporaires pour alléger l'impact de la hausse des prix du carburant sur le secteur des transports. Pendant deux mois, les véhicules commerciaux et les navires bénéficieront d'une subvention de 3 HKD (0,4 USD) par litre de diesel, tandis que le trafic commercial profitera d'une réduction de 50 % sur les péages des tunnels gérés par le gouvernement. Le coût total du dispositif est estimé à environ 230 M. USD.

Hong Kong, qui importe la quasi-totalité de son énergie et dépend largement des combustibles fossiles pour sa production d'électricité, figure parmi les villes où l'essence est la plus chère au monde, à 4,13 USD par litre au 13 avril, selon [GlobalPetrolPrices.com](#). Environ 80 % des produits pétroliers consommés proviennent de Chine continentale. Les autorités ont

indiqué maintenir une coordination étroite avec Pékin afin de sécuriser l'approvisionnement énergétique.

La hausse des coûts du carburant et les inquiétudes sur l'approvisionnement affectent déjà le secteur, avec une réduction de certains services de bus et de ferries. Un groupe de travail sur les transports publics sera mis en place pour accélérer le traitement des demandes de flexibilité formulées par les opérateurs.

[Cathay Pacific](#) a par ailleurs annoncé le 11 avril une réduction de 2 % de ses fréquences de vol entre le 16 mai et le 30 juin, principalement sur les liaisons régionales, ainsi que sur un nombre limité vers l'Australie, l'Asie du Sud et l'Afrique du Sud. Sa filiale HK Express supprimera également environ 6 % de ses vols entre le 11 mai et le 30 juin.

Guerre au Moyen-Orient : les tensions géopolitiques pourraient stimuler la demande de bureaux

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient pourraient, à moyen terme, bénéficier au [marché des bureaux](#) de Hong Kong, alors que des investisseurs du Golfe cherchent à diversifier géographiquement leurs actifs et à se repositionner vers des places financières jugées stables. Le patrimoine privé dans la région du Golfe est estimé à plus de 3 000 Mds USD, dont environ 70 Mds USD sont disponibles pour une allocation mondiale, une partie étant désormais redirigée vers l'Asie.

Selon Savills Hong Kong, la RAS pourrait ainsi capter une partie de ces flux, en particulier sur les bureaux de catégorie A (Central, West Kowloon et Tsim Sha Tsui). Colliers prévoit une augmentation de 5 % des loyers des bureaux de catégorie A à Central en 2026.

À court terme, la hausse des prix du pétrole a pesé toutefois sur la dynamique locative, contribuant à un ralentissement des transactions en mars après un début d'année plus soutenu. Savills a recensé 42 transactions locatives de bureaux en mars, contre 76 en janvier et 64 en février, tandis que les entreprises multinationales, qui ont représenté 51 % des prises à bail de bureaux haut de gamme à Hong Kong en 2025, se montrent plus prudentes.

Commerce extérieur : Hong Kong se classe au 5e rang mondial pour le commerce de marchandises en 2025

Selon Algernon YAU, secrétaire au Commerce et au Développement économique, le [commerce extérieur](#) de Hong Kong devrait rester bien orienté cette année, l'impact des tensions au Moyen-Orient sur l'économie locale devant demeurer limité. Les exportations ont enregistré une forte progression en janvier (33,8 %) et en février (24,7 %). Selon l'Organisation mondiale du commerce, Hong Kong s'est hissé au 5e rang mondial pour le commerce de marchandises en 2025, derrière la Chine, les Etats-Unis,

l'Allemagne et les Pays-Bas, gagnant deux places par rapport à 2024. La valeur totale du commerce de marchandises a augmenté de 17,5 % pour atteindre 1 590 Mds USD, largement portée par les réexportations de produits chinois. A noter que le Moyen-Orient ne représente que 2 % de la valeur totale du commerce de marchandises de Hong Kong.

Attractivité : le nouveau programme d'investissement a attiré 3 300 candidatures

Le nouveau programme d'investissement pour les immigrants ([New Capital Investment Entrant Scheme](#)), lancé en mars 2024, a reçu plus de 3 300 candidatures, représentant un montant d'investissement d'environ 12,7 Mds USD. Selon Christopher HUI, secrétaire aux Services financiers et au Trésor, ces chiffres témoignent d'une forte confiance envers la RAS. Des régimes de concessions fiscales pour les fonds et les *single-family offices* sont également affinés pour créer un environnement encore plus compétitif pour les activités de gestion de patrimoine.

Economie numérique : Hong Kong et la Chine continentale signent un protocole d'accord

SUN Dong, secrétaire à l'Innovation, à la Technologie et à l'Industrie de Hong Kong, et WANG Jingtao, directeur adjoint de l'Administration du Cyberspace de Chine (CAC) ont signé [un protocole d'accord](#), visant à promouvoir l'économie numérique. Cet accord couvre plusieurs domaines clés, notamment le développement de l'intelligence artificielle (IA), les flux de données transfrontaliers et la *blockchain*, avec un accent particulier sur le renforcement des échanges de données au sein de la Greater Bay Area.

Cryptoactifs : Hong Kong attribue les premières licences de *stablecoins* à HSBC et au Standard Chartered

Hong Kong a attribué le 9 avril ses [premières licences de *stablecoins*](#) à HSBC et à Anchorpoint Financial, une coentreprise formée par Standard Chartered, Animoca Brands et Hong Kong Telecommunications. Cette décision intervient huit mois après l'entrée en vigueur de l'Ordonnance sur les *Stablecoins*, l'une des premières législations de ce type au monde.

HSBC prévoit de lancer son *stablecoin* libellé en HKD au second semestre 2026, avec une intégration prévue dans PayMe et dans son application de banque mobile HSBC HK. Dans une première phase, les clients pourront l'utiliser pour des paiements entre particuliers, des règlements auprès de commerçants ainsi que pour la souscription à certains investissements tokenisés via l'application. La banque pourrait élargir, dès l'an prochain, son offre à des *stablecoins* adossés à d'autres devises. De son côté, Anchorpoint introduira un *stablecoin* en HKD appelé « HKD At Par » à partir du deuxième trimestre, en se concentrant initialement sur les investisseurs institutionnels.

Avec sa réglementation rigoureuse, Hong Kong est perçu comme un terrain d'essai pour les innovations financières, notamment pour l'internationalisation du RMB, malgré l'interdiction par la Chine continentale de la tokenisation *onshore* des « real-world assets » et le renforcement de la surveillance des activités *offshore* liées aux *stablecoins*.

Entreprise : Otis acquiert une participation majoritaire dans WeMaintain

Otis Worldwide Corporation, leader dans la fabrication, l'installation, la maintenance et la modernisation d'ascenseurs et d'escaliers mécaniques, a annoncé l'acquisition d'une participation majoritaire dans [WeMaintain](#), entreprise française active depuis Hong Kong et spécialisée dans les services de maintenance prédictive.

Otis et WeMaintain continueront d'opérer en tant qu'entités distinctes. WeMaintain continuera de proposer à ses clients ses solutions agnostiques basées sur l'IoT et l'IA.

Sécurité nationale : les clauses obligatoires s'étendent à toutes les licences de restauration

À partir de septembre 2026, l'ensemble des [licences de restauration](#) délivrées à Hong Kong devront inclure des clauses relatives à la sécurité nationale. Cette échéance intervient près d'un an après que le Département de l'hygiène alimentaire et environnementale (FEHD) ait commencé à intégrer ces dispositions dans les renouvellements de licences, en mai 2025. Les licences étant renouvelées de manière progressive, les autorités prévoient une généralisation complète du dispositif d'ici septembre.

Ce nouveau régime interdit explicitement aux exploitants ainsi qu'à leurs « personnes liées » notamment les dirigeants, employés, agents et sous-traitants, de s'engager dans tout « comportement fautif » susceptible de compromettre la sécurité nationale ou l'intérêt public. En cas de manquement, les autorités pourront révoquer la licence concernée.

Fonction publique : suppression de 10 000 postes d'ici à mi-2027

Le gouvernement prévoit de supprimer plus de [10 000 postes](#) dans la fonction publique d'ici à juin 2027. Cette mesure vise à réduire les dépenses publiques face à un déficit projeté. La réduction concernera principalement les postes subalternes (60 % des suppressions), tandis que seuls 3 % des postes de niveau supérieur seront affectés. La fonction publique a déjà été réduite à 188 000 employés.

Depuis 2021-2022, le gouvernement applique une politique de croissance zéro pour la fonction publique. La secrétaire à la Fonction publique, Ingrid

YEUNG, a assuré que les services publics ne seraient pas affectés, la suppression des postes devant être contre balancée par une réorganisation des effectifs, une redéfinition des priorités et un recours accru à la numérisation et à la technologie.

Retour au sommaire [ici](#)

Taiwan

Semi-conducteurs : au T1 2026, TSMC enregistre une hausse importante de 41 %

Lors de sa [conférence aux investisseurs du 16 avril](#), le fondateur taïwanais TSMC a présenté ses résultats financiers pour le premier trimestre 2026. En hausse de +40,6 % par rapport au T1 2025, le chiffre d'affaires s'élève à 1 134 Mds TWD (35,9 Mds USD). Cette croissance s'explique par une forte demande pour les technologies de puces avancées 7nm (13 %), 5nm (36 %) et 3nm (25 %), segment sur lequel TSMC bénéficie d'une situation de quasi-monopole mondial. Les puces dédiées au calcul de haute performance (HPC) et au secteur des smartphones représentent 61 % et 26 % des ventes respectivement. Par zone géographique, l'Amérique du Nord reste le premier client de TSMC à hauteur de 76 %, suivi par l'Asie pacifique (9 %), la Chine (7 %) et le Japon (4 %). Le taux de marge brute s'établit quant à lui à 66,2 % du chiffre d'affaires, avec une augmentation de +7,4 points par rapport au T1 2025. L'entreprise a généré un free cash-flow en hausse de +18 % en glissement annuel, atteignant 348 Mds TWD (environ 11 Mds USD) au cours du premier trimestre 2026. Les Capex ont également progressé de +3,7 % en g.a. pour atteindre 11,1 Mds USD sur le T1 2026. Pour pouvoir satisfaire les demandes externes des technologies avancées, C.C. WEI, PDG de TSMC, a indiqué accélérer les projets d'investissements visant à renforcer la capacité de production, avec [trois nouvelles lignes de production de 3nm](#) à Taïwan (parc scientifique de Tainan, début de production massive prévu pour le premier semestre 2027), aux Etats-Unis (2ème fab en Arizona dont la construction a été finalisée et la mise en production au S2 2027) et au Japon (2ème site à Kumamoto dont la production prévue pour 2028). [Pour l'ensemble de l'année 2026](#), TSMC maintient ses prévisions précédentes sur les capex qui s'établiraient entre 52 et 56 Mds USD, et estime son chiffre d'affaires en hausse de 30 %.

Conflit au Moyen-Orient : le ministère de l'Economie annonce avoir sécurisé ses approvisionnements en gaz jusqu'au mois de juin

[L'administration de l'Energie](#) a publié le 14 avril dernier un communiqué rappelant que les approvisionnements en gaz avaient été sécurisés sur les mois d'avril et mai, et qu'ils étaient sur le point d'être planifiés entièrement sur le mois de juin.

Le ministère des Affaires économiques a écarté tout risque de coupures de courant, comme cela avait pu être évoqué récemment par les médias, dans la mesure où les entreprises publiques, CPC et Taipower, disposaient d'un mécanisme d'alerte performant, permettant aux centrales de TPC de garantir une fourniture stable en électricité en cas de situation extrême.

S'agissant de la hausse des prix du carburant, et conformément aux mécanismes de prix flottant (indexé sur le prix le plus bas des voisins

asiatiques, Japon, Corée du Sud, Hongkong et Singapour) et de stabilisation mis en place depuis le début du conflit au Moyen-Orient, [CPC a indiqué](#) le 11 avril dernier, avoir absorbé depuis le début du conflit 10,73 Mds TWD (290 M EUR), soit 0,35 % du budget de l'Etat.

Retour au sommaire [ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, kevin.besancon@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : tanguy.mercierdesrochettes@dgtresor.gouv.fr